

Syndicalisme

HEBDOMADAIRE

C.F.D.T. (C.F.T.C.)

3 VERS LA TROISIÈME PHASE DE L'ACTION REVENDICATIVE

4 LA COTE D'ALERTE EST DÉPASSÉE DANS LE TEXTILE

5 LA C. F. D. T. INTERVIENT A L'U.N.E.D.I.C. POUR L'INDEMNISATION DU CHOMAGE PARTIEL

6 RÉPONSE AU PATRON DE CITROËN

UNE SOLIDARITÉ CONCRÈTE

Sil la fin d'une année est propice aux bilans, le début d'une autre incite davantage, non à prophétiser, mais à dresser un programme. Que pensons-nous que devra être le nôtre en 1965 ?

A mon avis, il devra, comme toujours, s'établir et se développer sur deux plans. Tandis que chacun d'entre nous, dans sa profession, ses fonctions, et sa famille, s'efforcera d'accomplir au mieux ses tâches et de faire face à ses responsabilités, la Confédération devra s'employer à avancer dans la réalisation de son programme.

En particulier, nous aurons à donner un contenu chaque jour plus concret à la solidarité des travailleurs.

SOLIDARITE pour défendre la situation de nos camarades frappés par le chômage total et surtout partiel qui s'étend ces semaines-ci. A cet égard, il est indispensable de revenir sur certaines des mesures du Plan de stabilisation qui a stoppé en 1964 le développement de la production industrielle. Il est nécessaire encore de créer des entreprises nouvelles et nous attendons la mise sur pied d'une caisse nationale d'investissement qui, seule, permettra la relance de certaines régions.

SOLIDARITE avec les jeunes. Nous nous réjouissons de l'essor démographique de notre pays. Mais songe-t-on suffisamment que nous devons fournir à tous les moyens d'instruction générale et technique de culture et d'éducation, les possibilités d'emploi et de logement sans lesquels ils auraient le sentiment d'être des intrus dans le monde. Certes, il nous arrive de rappeler les jeunes à leur devoir mais, au fond, nous ne pouvons le faire en bonne conscience que lorsque nous-mêmes avons, en premier, accompli nos propres devoirs vis-à-vis de la jeunesse.

SOLIDARITE avec les vieux travailleurs, les plus anciens surtout. Si l'effort des années précédentes permet à ceux qui prennent leur retraite maintenant d'avoir des ressources que les retraites complémentaires viennent accroître, ce n'est pas encore le cas pour tous — et l'on voit immédiatement l'action qu'il s'agit de poursuivre. Mais, surtout, il est trop de vieillards qui ne touchent qu'une allocation dérisoire ; il est indispensable de faire beaucoup plus pour eux.

SOLIDARITE enfin avec les pays du Tiers-Monde. Ne croyons pas un seul instant que la part qui, dans chacun de nos timbres de cotisation, va aux pays en développement nous exonère de tout autre effort. Il est du devoir de toutes les nations d'occident de s'unir pour consacrer une part suffisante de leurs biens pour l'aide technique et matérielle aux autres continents.

« Si tu veux la paix, prépare la justice » aimait à dire Albert Thomas, le premier directeur du B.I.T. C'est ce que nous tâcherons de faire en 1965.

Plus de solidarité vraie, donc davantage de justice réelle entre les hommes, les peuples et les générations, et ainsi nous œuvrons pour la paix.

Georges LEVARD,
président de la C.F.D.T.

NORD - PAS-DE-CALAIS

Calendrier des jours de repos

Vendredi 1^{er} janvier : jour férié non payé.
Samedi 2 janvier : repos.
Lundi 1^{er} février : repos.
Samedi 20 février : repos.
Lundi 6 mars : repos.
Lundi 22 mars : repos.
Lundi 5 avril : repos.
Lundi 19 avril : lundi de Pâques.
Samedi 1^{er} mai : journée payée à 100 %.

Prime de résultat

Jusqu'à ce jour, les H.N. estimaient qu'il fallait être inscrit sur les contrôles le jour du paiement de la prime.

A partir de maintenant, il faudra être inscrit le dernier jour du semestre comptant pour la prime de résultat, soit : le 30 novembre pour le deuxième semestre et le 31 mai pour le premier semestre.

Le plafond de cotisation à la Sécurité sociale est relevé

Le plafond de salaires soumis à cotisation pour la Sécurité sociale va être relevé à partir du 1^{er} janvier 1965 : de 11 400 F, le plafond annuel passe à 12 240 F.

Ce nouveau plafond a été fixé conformément aux dispositions du décret du 29 août 1962 prévoyant que chaque année, le plafond est fixé en tenant compte de l'évolution des salaires horaires d'octobre à octobre.

Le nouveau plafond s'établit donc ainsi : année, 12 240 F; mois, 1 020 F; quinzaine, 510 F.

Union régionale du bassin Nord-Pas-de-Calais

Les militants mineurs C.F.D.T. du Bassin Nord - Pas-de-Calais, réunis le 5 décembre 1964, à Henin-Liétard, ont désigné le comité régional provisoire chargé de la mise en place de l'Union régionale, la liaison et l'organisation des équipes de base, la coordination de l'action :

Voici la composition du comité régional :

Thomas Gilbert, ouvrier mineur, groupe Auchel-Bruay; Eroutin Michel, électromécanicien; Malecki Joseph, délégué mineur; Delattre René, électricien; Godel Auguste, délégué du personnel E.T.A.M.; Girard Roger, délégué du personnel E.T.A.M.; Papalski Edouard, technicien.

Vigni Otello, ouvrier du jour, groupe Neux-Béthune; Pruvost Pierre, délégué permanent surface; Pruvost Jean, délégué du personnel E.T.A.M.; Mulard Jules, ouvrier du jour, groupe Lens-Liévin; Castelet René, E.T.A.M.; Hiel Victor, mineur, groupe Henin-Liétard; Dupuis Paul, E.T.A.M.-S.S.M.; Bernard

Albert, mineur, groupe Oignies; Frémeaux André, ouvrier ateliers centraux; Tartare Marcel, mineur, groupe Douai; Pouchain Louis, mineur; Lempereur J.-Marie, délégué du personnel E.T.A.M.; Vasseur Pierre, ouvrier jour, groupe chimique; Vasseur Jean, délégué du personnel E.T.A.M.

ACTIVITÉS DES SYNDICATS

Groupe de Douai
Section E.T.A.M.

Atelier centraux d'Aniche. — Depuis plusieurs années existe un problème pour les agents exerçant la fonction de « préparateur de travail ». Certains sont, en effet, régulièrement classés comme commissionnés, d'autres par contre, tout en effectuant le même travail, sont repris comme ouvriers. Et tout ceci malgré la convention collective des E.T.A.M. qui reprend cet emploi comme commissionné. Nous sommes intervenus auprès des chefs



de service intéressés, ainsi qu'à la direction du groupe. Cette dernière vient de nous faire savoir qu'elle étudiait notre requête et qu'elle nous donnerait sa réponse dès que possible.

Réparation de la route du Transvaal à Aubry. — Après plusieurs démarches, en vue de faire l'entretien de cette route en très mauvais état, nous avions appris voilà quelques mois qu'un marché avait été confié à un entrepreneur en vue d'effectuer les travaux.

Hélas ! comme sœur Anne, ne voyant rien venir, nous avons rappelé à nouveau notre demande au chef de ser-

vice des constructions. Il a promis de rappeler l'entrepreneur en vue de commencer les travaux. Cela en valait vraiment la peine.

Les mineurs C.F.D.T. du Douaisis s'organisent

Le comité de liaison des mineurs et E.T.A.M. des mines du Douaisis informe que des permanences se tiendront chaque semaine aux lieux et jours indiqués ci-après :

Roost-Warendin : le mercredi, de 16 à 18 h, chez Oscar Jalain, à Belle-fortière; Douai : le vendredi, de 15 à 18 h, siège de l'Union locale C.F.D.T., 16, rue du Béguinage, Douai; Aniche : le mardi, de 17 h 15 à 18 h 15, siège des syndicats, 2, rue J.-Jaures (près de la mairie).

Groupe Auchel-Bruay

Assemblée générale. — Le référendum organisé parmi les adhérents du groupe Auchel-Bruay ayant permis de constater la détermination d'une forte majorité pour la C.F.D.T., les dirigeants du syndicat Auchel-Bruay organisent une assemblée générale, le 10 janvier 1965, à Bruay, pour rendre compte aux adhérents des résultats obtenus et présenter les décisions qui s'imposent.

Les conclusions seront présentées par un dirigeant confédéral.

Groupe Neux-Béthune

Les responsables du syndicat de groupe réuniront les adhérents C.F.D.T. le 10 janvier 1965, pour étudier avec eux le dépôt des statuts.

LE 11 DÉCEMBRE

Le 11 décembre, les secteurs public et nationalisé, dans l'ampleur de leur mouvement de grève, ont donné au pays la légitime manifestation d'un mécontentement général.

Nul ne peut ignorer qu'il existe un malaise social.

Pour les mineurs, les grèves de 63 avaient permis la conclusion d'un protocole d'accord. Qu'en est-il advenu ? Il paraît difficile de le concrétiser, les travailleurs en conservent un souvenir de dépit.

LA SITUATION SOCIALE
SE DÉGRADE :

Il y a un malaise dans la question des salaires pour lesquels on avoue un retard sans que l'Etat consente à régler le manque à gagner des mineurs...

Il y a la réduction des heures de travail toujours retardée, et dans la discussion, on sent revenir régulièrement le désir de dissociation du fond et du jour.

Il y a le plan de stabilisation qui pèse lourdement sur l'activité économique du pays.

Il y a la récession économique de certaines régions, et il ne semble pas qu'on apporte toute l'initiative nécessaire à la reconversion si bien que les intérêts des travailleurs sont souvent annihilés.

LES TRAVAILLEURS

SONT TOUJOURS PRÊTS

A DIALOGUER :

Mais la volonté ne suffit pas : il s'avère nécessaire de trouver devant eux des partenaires prêts à prendre leurs responsabilités.

Pourquoi évoquer la valeur des comités d'entreprise alors qu'on refuse le franc dialogue des organisations syndicales avec les directions respectives nantes de véritables responsabilités, l'Etat pouvant alors jouer son rôle d'arbitre.

La coopération des travailleurs est possible mais il leur faut plus que des paroles d'apaisement : la justice sociale, l'effort de productivité des mineurs facteur de revenu social méritent plus que cela.

LES

Jean Rechatin réélu président de la Société de Secours de la Loire

Depuis 1951, et pour un quatrième mandat, notre camarade Jean Rechatin vient d'être réélu président de la société de secours minière de la Loire et premier vice-président de l'Union régionale des S.S.M. du Centre.

Toutes nos félicitations à notre camarade Jean Rechatin et à tous nos amis de la C.F.D.T. de la Loire.

Les jours de paie
1^{er} trimestre 1965

Lundi 11 janvier
Lundi 25 janvier
Mercredi 10 février
Jeudi 25 février
Mercredi 10 mars
Jeudi 25 mars

Barème des changements de qualité de chauffage

Dans la Loire, et depuis le 1^{er} avril 1964, les bons de chauffage ouvrier, tout venant troisième, peuvent être transformés en charbon de qualité

1965...
Bonne Année

1964, c'est déjà le passé, un passé qui aura été bien décevant pour les travailleurs et plus singulièrement pour les mineurs.

Nos gouvernants, malgré le grand soin qu'ils apportent à leurs déclarations, ne parviennent pas à faire partager leur optimisme.

Comment pourrions-nous y croire, alors que depuis notre grande grève de mars 1963, le gouvernement persiste à renier ses engagements.

Comment pourrions-nous y croire ? — alors que les mineurs n'arrivent pas à maintenir le niveau de leur pouvoir d'achat ;

— alors que le gouvernement camoufle astucieusement et hypocritement ses refus derrière le légalisme des commissions Toutée et Grégoire ;

— alors que le gouvernement parle de dialogue quand il ne s'agit que d'un monologue à l'adresse des organisations syndicales ;

— alors que nos directions se trouvent totalement dépossédées de toutes possibilités de négociations avec leurs interlocuteurs syndicaux ;

Pourtant quoi de plus normal, que de laisser aux directions le pouvoir de discuter dans un cadre qui ne soit pas trop restreint — aussi bien des rémunérations — que de la réduction de la durée du travail — de la suppression des abattements de zone — de la reconduction des majorations semestrielles de l'indemnité de logement.

1964, n'aura pas été une année « sociale », mais restera pour les travailleurs l'année des engagements non tenus, celle des illusions perdues.

Bonne année quand même

Oui, bonne année quand même !

Bonne année à tous nos camarades mineurs, à vos enfants, à vos familles.

Bonne année à tous ceux qui sont victimes de la maladie, d'un accident du travail ou de l'indifférence des biens nantis.

Bonne année à ceux qui sont mal logés et qui tirent la ficelle pour boucler un maigre budget.

Oui, bonne année à tous, vous dit la C.F.D.T., si vous avez gardé au cœur l'espoir de jours meilleurs.

L'espoir d'un avenir meilleur — d'un avenir plus serein, si tous ensemble nous savons nous donner la main.

Nous donner la main pour dresser cette grande chaîne de la solidarité, de la fraternité, qui unissant tous les travailleurs que nous sommes, donnera la force dont nous avons besoin et dégagera les énergies qui permettront de vaincre tous les obstacles pour que 1965 devienne grâce à nous tous, l'année des travailleurs, une Bonne Année.

Que chacun apporte son effort

Isolé, tu n'es rien.

Replié sur toi-même, tu deviens un inutile.

Groupé avec les camarades, tu prépares l'avenir, le tien, celui des autres et des jeunes qui suivront. Oui, cela vaut la peine d'être tenté et dans la C.F.D.T. tu trouveras cette amitié virile, tu partageras l'espérance et l'enthousiasme exaltant de ceux qui croient que tout peut changer, si chacun le veut.

Notre effort nous le ferons en développant notre C.F.D.T. qui doit devenir la grande centrale libre et démocratique des travailleurs de notre pays et plus particulièrement des mineurs.

Notre effort nous le ferons en ouvrant le dialogue avec les autres organisations syndicales, pour réaliser une plate-forme revendicative commune, que nous défendrons des revendications devenues celles de tous et qu'ensemble nous mettrons en œuvre les moyens d'action appropriés aux oppositions que nous rencontrerons.

Oui, la C.F.D.T. s'engagera dans ce dialogue, dans toute la mesure où l'intérêt de la profession minière exigera ce rassemblement des forces syndicales. Surmonter les divisions, rassembler les hommes et les organisations, faire tomber les barrières et les préjugés, c'est l'effort et l'ambition de la C.F.D.T.

Mineurs, notre avenir est à ce prix et c'est ensemble que nous ferons une Bonne Année.

Jean RECHATIN.

ÉCHOS DE LA LOIRE

suppléature, suivant le barème ci-dessous :
— 1000 kg de tout venant peuvent être remplacés par :
— 650 kg de noix, noisettes, bralsettes
— 550 kg de boulets X 40.
— 500 kg de boulets X 25.
— 500 kg de coke, 20-40.
— 500 kg de noix, noisettes anthracite.

Ces changements de qualité ne pourront toutefois être accordés qu'en fonction des disponibilités saisonnières de chacune de ces qualités.

Le 26 janvier :
Election du délégué dans la circonscription de Malafolie Fond

Consécutivement au décès du camarade J. Maillet, les suivants de la liste ayant dû démissionner à la demande de leur organisation C.G.T., une nouvelle élection aura lieu, mardi 26 janvier pour procéder à l'élection d'un nouveau délégué.

La C.F.D.T. présentera deux candidats et invite les mineurs de Malafolie à voter massivement et à voter C.F.D.T. (C.F.T.C.)

Les congés 1965

Rappelez-vous que les congés collectifs de 1965 ont été fixés du 13 juillet au 1^{er} août.

Les jours de repos du 1^{er} trimestre

QUATORZAINE	DATES DES REPOS	OBSERVATIONS
19 décembre — 3 janvier.	Vendredi 1 ^{er} janvier	Repos payé
3 janvier — 17 janvier	Samedi 2 janvier	» »
17 janvier — 31 janvier	Samedi 23 janvier	» »
31 janvier — 14 février	Samedi 6 février	» »
14 février — 28 février	Samedi 20 février	» »
28 février — 14 mars	Samedi 6 mars	» »
14 mars — 28 mars.	Samedi 20 mars	» »

Où faut-il s'adresser ?

Pour tous renseignements, concernant votre activité de mineur, le logement, le chauffage, les retraites, etc. Pour toutes les questions relevant de la Sécurité sociale minière, invalidité, maladie de longue durée, secours exceptionnels, recours gracieux, etc. adressez-vous aux délégués et représentants C.F.D.T. ou écrivez à Jean Rechatin, Fédération régionale des Mineurs C.F.D.T., Bourse du Travail, Saint-Etienne.

UN MINEUR A LA PAGE...
... EN VAUT DEUX !

Renseignez-vous auprès des responsables C.F.D.T.

LES ADHÉRENTS
STÉPHANOIS

se prononcent pour une action d'ensemble et d'envergure

Le dimanche 20 décembre, les ouvriers et E.T.A.M. adhérents de la C.F.D.T. de Saint-Etienne étaient réunis en assemblée générale.

Placée sous la présidence de Cyprien Barbier, celui-ci devait dégager les enseignements des dernières élections professionnelles avant de procéder à l'examen de nos revendications et aux actions des 2 et 11 décembre. L'assemblée tout en regrettant l'insuffisance des actions en cours, réaffirmait sa position pour une action de grande envergure de l'ensemble du secteur public et donnait mandat à ses représentants pour œuvrer dans cette perspective et développer les contacts au sein du comité de liaison C.F.D.T. et auprès des autres organisations syndicales pour arriver rapidement à cette action d'envergure.

Notre camarade Jean Rechatin devait faire un large exposé, où, après avoir brossé les grands traits des problèmes de notre temps, il dégagait les responsabilités et les perspectives d'un syndicalisme d'une époque moderne. C'est à travers cette vision qu'il soulignait la valeur et les raisons de transformation de la C.F.T.C. qui se continuait dans la C.F.D.T. C'est par une grande ovation que les adhérents stéphanois manifestèrent leur accord et leur volonté de développer la C.F.D.T. en faisant de nombreux adhérents et en faisant échec à la scission.

Après avoir renouvelé le conseil syndical au sein duquel se trouvent des E.T.A.M., l'Assemblée enthousiaste votait à l'unanimité la résolution suivante :

RESOLUTION

DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DES MINEURS C.F.D.T.

Les mineurs et E.T.A.M. C.F.D.T. (C.F.T.C.) de Saint-Etienne réunis en assemblée générale, le dimanche 20 décembre 1964.

SE FELICITENT de la décision du Congrès confédéral des 6 et 7 novembre qui, en modifiant le titre et

les statuts de la Confédération est devenue la Grande Centrale libre et démocratique de notre pays ;

REJETANT toutes les tentatives, de division et de scission, de ceux qui refusent d'accepter la loi démocratique de la majorité, l'Assemblée générale se réjouit de l'union et de la cohésion des mineurs de la Loire et salue, tout particulièrement, les camarades E.T.A.M. qui ont refusé de suivre les scissionnistes et ont estimé devoir rester solidaires des ouvriers.

Face à une situation sociale qui se dégrade et aux responsabilités d'un gouvernement qui ne respecte pas ses engagements, qui manipule malhonnêtement les éléments statistiques, l'Assemblée des mineurs C.F.D.T. salue tous les mineurs qui ont protesté et participé massivement aux actions des 2 et 11 décembre 1964.

Décidée à poursuivre l'action entreprise,

ELLE RENOUVELLE qu'il convient de poursuivre les liaisons étroites entre les organisations des secteurs public et nationalisé ;

ELLE DECLARE, une fois encore, que les fédérations C.F.D.T. ont toujours proposé des actions de grande envergure et de longue durée de l'ensemble des secteurs. Regrettant de n'avoir pu être suivie, mais soucieuse de conserver l'union nécessaire pour engager ces luttes, elle continuera à défendre ces positions et à participer aux actions d'ensemble.

ELLE LANCE un appel à tous les mineurs et E.T.A.M. à rejoindre les rangs de la C.F.D.T. et à travailler ensemble à bâtir une société de justice, de paix, de liberté et de bien-être.

Les E.T.A.M.
de la Loire
s'organisent
dans la C.F.D.T.

Se refusant à suivre l'aventure des scissionnistes,

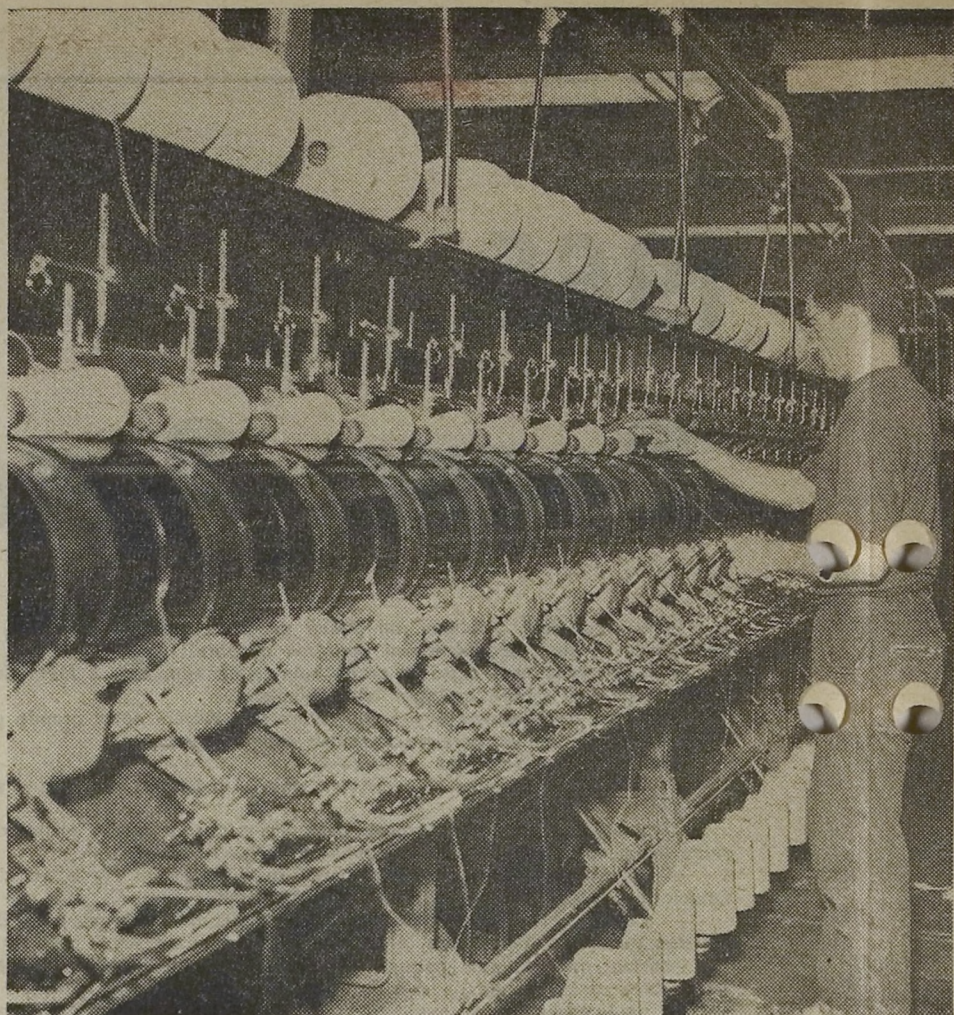
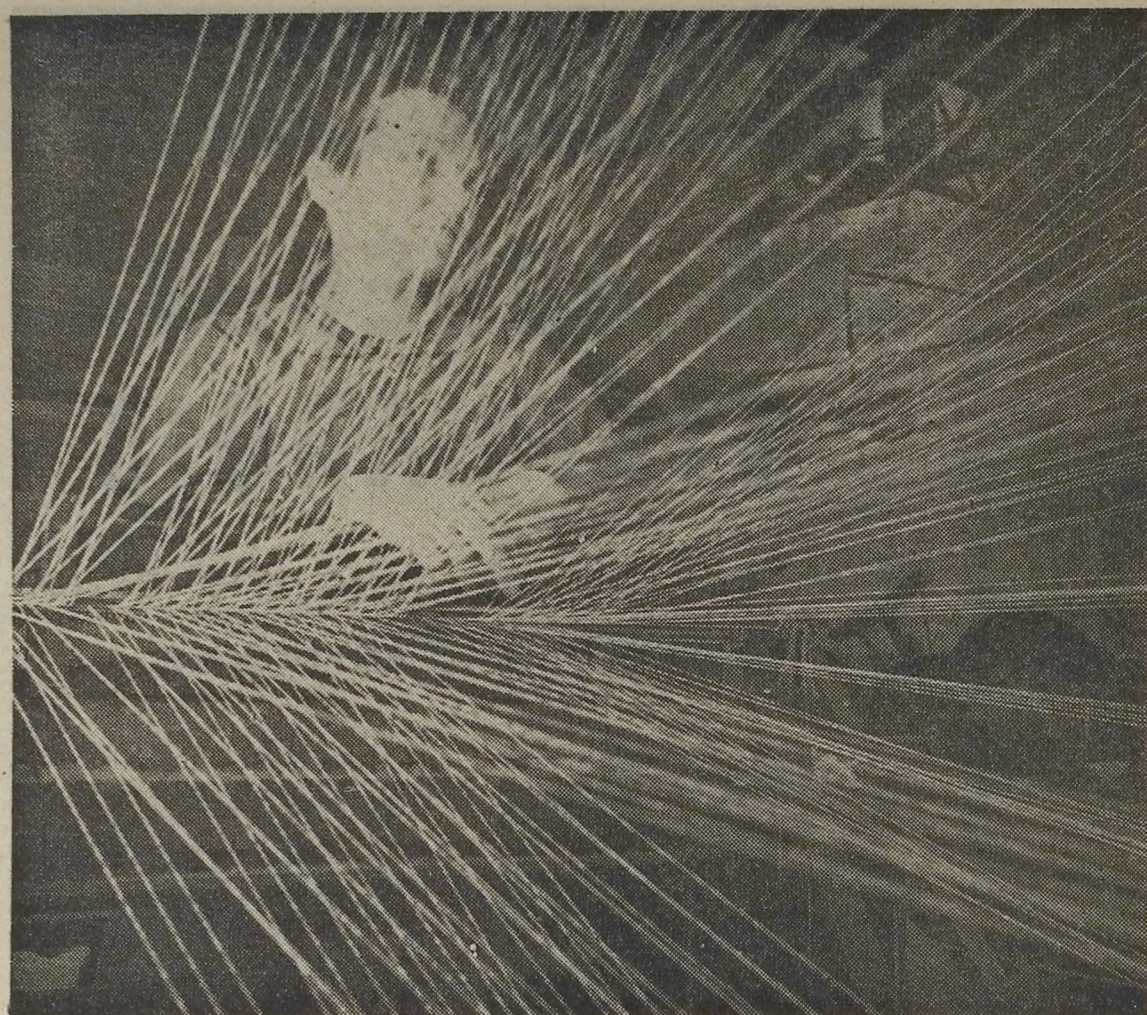
Consentants à la fois, que les problèmes spécifiques aux E.T.A.M. doivent être examinés par les intéressés, mais que cette situation de catégorie se situe avant tout dans le contexte de problèmes généraux de la profession minière,

Voulant un syndicalisme démocratique, vigoureux, dirigé par les seuls agents en activité, de nombreux camarades E.T.A.M. de la Loire viennent avec les ouvriers, dans la C.F.D.T.

Pour un syndicalisme d'avenir, contre tous les particularismes, camarades E.T.A.M. encore indécis, rejoignez les rangs de la C.F.D.T. aux côtés des CHOYET, GARDE, MOMEY, PETIT, SALOMON, BRIDOUX, etc.

Avec vous, nous irons de l'avant.

La section C.F.D.T. des E.T.A.M. de la Loire.



Aggravation des réductions d'horaire et du chômage partiel

PAR
Laurent LUCAS
secrétaire général
adjoint

● LA C.F.D.T.

— intervient à l'U.N.E.D.I.C. pour l'indemnisation du chômage partiel et la garantie de la revalorisation des indemnités des préretraités.

— demande audience au ministre du Travail sur la situation de l'emploi.

Depuis quelques semaines, la situation de l'emploi se dégrade dans de nombreux secteurs. Après les difficultés persistantes dans la construction navale, le textile est touché dans le Haut-Rhin, le Choletais, la région de Roubaix-Tourcoing... plusieurs entreprises licencient et réduisent les horaires dans l'industrie mécanique...

AU PLAN DE L'U.N.E.D.I.C. L'INDEMNISATION DU CHOMAGE PARTIEL

Lors de la dernière réunion du bureau de l'U.N.E.D.I.C., tenue le 23 décembre, le représentant de la C.F.D.T. pose le problème de l'évolution des caractéristiques du chômage. Certes, hélas, les licenciements collectifs continuent à intervenir, mais on assiste de plus en plus à des difficultés passagères dans les entreprises où les branches d'industrie, difficultés amenant souvent soit des réductions importantes d'horaires de travail, soit des mises en chômage temporaire sans rupture du contrat de travail.

Or, l'U.N.E.D.I.C. ne répond pas aux problèmes qui sont ainsi posés, malgré que la convention d'assurance-chômage prévoit, dans son article 8, que « les parties conscientes des problèmes qui peuvent se poser du fait du chômage partiel, sont d'accord pour procéder en commun, dès que possible, à leur étude en vue de rechercher des solutions appropriées, dans l'esprit de la présente Convention, en y associant au besoin les représentants des professions ou régions intéressées ».

Malgré l'insistance permanente des représentants des confédérations ouvrières et singulièrement de la C.F.D.T. au sein du régime d'assurance-chômage, le C.N.P.F. s'est toujours refusé à discuter de l'indemnisation du chômage partiel au plan interprofessionnel, déclarant que cette garantie devait être obtenue dans le cadre des branches d'industrie. Cette position patronale était du reste confir-

mée dans la lettre que le C.N.P.F. adressait au secrétaire général de la C.F.D.T. en réponse à notre demande de révision de la convention d'assurance-chômage. A ce jour, une seule branche d'industrie, le textile, a obtenu des dispositions par voie de convention nationale, et encore avec un plafond annuel de 320 heures indemnisées.

Le représentant de la C.F.D.T., appuyé par celui de Force Ouvrière et de la C.G.T., déclare que le régime d'assurance-chômage devait répondre à l'évolution des formes du chômage et demanda en conséquence des discussions rapides sur l'indemnisation du chômage partiel.

LA REVALORISATION DES INDEMNITES DES PRERETRAITES

Vous savez que dans les entreprises, où une convention a été signée avec le Fonds National de l'Emploi, l'U.N.E.D.I.C., les travailleurs licenciés âgés de plus de 60 ans bénéficient d'une indemnité globale égale à 90 % de leur salaire base 40 heures.

Il s'agissait par la suite de garantir ce même pourcentage au fur et à mesure des augmentations de salaires obtenues dans les entreprises par les travailleurs concernés. L'U.N.E.D.I.C. a bien conclu un avenant revalorisant le salaire de référence servant au calcul des allocations de chômage des plus de 60 ans, mais ces dispositions ne jouent pas présentement pour les mises en préretraites intervenues depuis juillet 1964.

Le représentant de la C.F.D.T., appuyé à nouveau par celui de F.O. et de la C.G.T., est intervenu pour demander que les allocations de l'U.N.E.D.I.C. soient revalorisées à chaque fois que le seront celles du Fonds National de l'Emploi, à la suite d'augmentations de salaires dans les entreprises intéressées.

La C.F.D.T. a été chargée de rédiger un rapport sur la question, rapport qui sera discuté au bureau de l'U.N.E.D.I.C. du 27 janvier.

UNE AUDIENCE EST DEMANDEE AU MINISTRE DU TRAVAIL

Devant le développement inquiétant des licenciements dans de nombreuses entreprises, et particulièrement dans le textile, la C.F.D.T. a demandé audience au ministre du Travail, afin de lui exposer la situation dans certaines régions où les travailleurs licenciés de plus de 60 ans devraient pouvoir prétendre aux indemnités de préretraites dans le cadre de conventions passées avec le Fonds National de l'Emploi.

La situation dans le textile de Roubaix-Tourcoing a fait l'objet d'un entretien entre la Confédération, la Fédération du textile et le Syndicat du textile de Roubaix-Tourcoing.

Ainsi, dans tous les domaines, la Confédération poursuit son action afin que les travailleurs ne soient pas les victimes d'une situation dont ils ne sont pas responsables.

TEXTILE :

LE TRISTE NOËL DES TRAVAILLEURS

DERRIERE tout le tralala, la féerie des magasins, les dindes, les bons vœux et les chansons qui ont pris ces derniers temps le pas sur la grisaille quotidienne, il y a des travailleurs, il y a leurs familles pour qui les fêtes de fin d'année se sont déroulées dans l'angoisse.

Ce sont, entre autres mais surtout, les travailleurs du textile. Noël 1964 à Roubaix-Tourcoing, par exemple, c'était, dans le textile :

- 15 000 chômeurs partiels,
- et 500 chômeurs complets,

avec, comme toile de fond et en perspective, encore des fermetures d'entreprises, encore des licenciements, encore des déclassements.

Chômeurs déjà à 18 ans

Dans une région comme celle-là, c'est toute une population qui voit son pouvoir d'achat, déjà insuffisant par des salaires anormalement bas, gravement diminué.

C'est aussi la santé des enfants qui risque d'être compromise par des privations de toutes sortes, surtout en plein hiver.

Ce sont des jeunes qui, faute d'emploi à leur portée, commencent leur vie professionnelle comme chômeurs, sans d'ailleurs pou-

voir prétendre aux indemnités.

Ce sont enfin les travailleurs les plus âgés qui sont mis « prématurément à la retraite » par l'impossibilité de se reclasser et sans pouvoir percevoir leur retraite normale.

Le droit sacré au travail

Mais c'est surtout une atteinte à la dignité de la personne humaine qui se voit privée d'un droit sacré : le droit au travail.

La C.F.D.T.-Textile a fait déposer un cahier de revendications dans toutes les entreprises. Elle a dénoncé toutes les conséquences désastreuses du chômage auprès des municipalités dans le Haut-Rhin, les Vosges, la Loire, le Nord...

Pendant ce temps, le patron du Textile, sentant la reconversion nécessaire, met ses œufs dans plusieurs paniers. Il s'intéresse à d'autres branches d'activités et y place ses capitaux.

Il semble affectionner tout spécialement les questions foncières et immobilières. « La Lainière » n'a-t-elle pas acheté des hectares dans la région lilloise ?

Sur le dos des travailleurs

Toutefois, le Textile n'entend pas que « d'autres » viennent s'implanter dans la région. L'on s'arrange pour décourager les « étrangers ». L'on emploie même les grands moyens. A Wattrelos, près de Lille, une

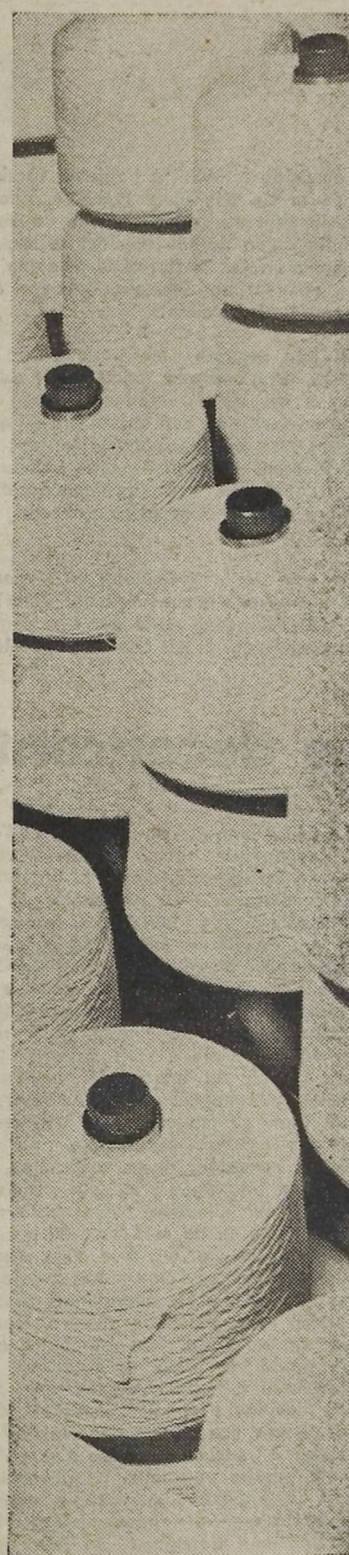
zone industrielle a été créée. Ne dit-on pas que les 4/5^e des terrains ont été achetés par le Textile ? Pour y faire quoi ? des entrepôts, paraît-il... Dans une autre grande ville Textile, ce serait la Chambre de Commerce elle-même qui se serait chargée de l'acquisition du terrain.

Tout comme leurs camarades de Loire-Atlantique, les travailleurs du Textile sont conscients de cette situation. Un camarade m'a dit : « Ont-ils le droit de disposer aussi facilement de leurs capitaux ? Ceux-ci ne sont-ils pas le fruit de notre travail ? Ont-ils le droit, eux, de disposer comme ils l'entendent de ces capitaux... et nous celui d'accepter les seules indemnités de licenciement ? ».

Un salaire minimum de 500 francs

Devant cette situation que le Nord n'est pas seul à connaître et qui trouve un peu partout sa source dans l'incurie patronale, la C.F.D.T. demande :

- un salaire minimum de 500 francs, quel que soit l'horaire effectué ;
- la mise en retraite anticipée des plus de 60 ans ;
- l'allègement des charges consécutives à l'augmentation des loyers ;
- l'implantation d'industries autres que le Textile.
- le développement de l'orientation et de la formation professionnelle.



LA SANTÉ

grâce à une prévention globale

par Francis MONTÈS

Lorsqu'on réfléchit à l'objectif fondamental de la vie des êtres humains, pris individuellement ou collectivement, on se rend compte qu'en définitive, c'est la recherche du bonheur. Or, la perte de la santé constitue souvent une entrave majeure à l'atteinte de ce bonheur.

Si l'on regarde les structures industrielles, économiques, sociales et administratives du monde contemporain, on se rend compte que ces structures — qui devraient être conçues pour favoriser l'épanouissement humain — sont souvent autant d'obstacles à la sauvegarde de l'équilibre physique et psychique des individus.

La voie de la Prévention au niveau global, c'est-à-dire d'une véritable POLITIQUE DE SANTÉ, passe donc par une organisation sociale qui aurait comme impératif pre-

mier la sauvegarde de l'équilibre physique et psychique des personnes. Aux critères de profit, d'exploitation de l'homme par l'homme, de puissance donc de domination, il faudrait en substituer d'autres dont celui de Santé pour tous les hommes, donc d'épanouissement et peut-être de bonheur pour tous les humains.

Certes la Santé toute seule, bien qu'elle soit le bien le plus précieux, ne suffirait pas à elle seule à rendre les gens heureux, mais avec la juste répartition des richesses, l'éducation et la culture, elle en constitue un élément fondamental.

Cet objectif met en cause bien des choses, d'intérêts et de routines...

D'innombrables exemples pourraient être cités à l'appui de cette thèse, et ils pourraient se compléter ou varier suivant les pays. Nous n'en citerons que quelques-uns concernant le nôtre.

La déconcentration industrielle

La déconcentration industrielle et l'équilibre économique, social et culturel de chaque région, sont des éléments déterminants de l'équilibre de vie, de santé et d'épanouissement des travailleurs. Récemment, une grande firme métallurgique française avait décidé d'implanter une nouvelle usine à Lorient, créant ainsi plus de mille emplois, cette région étant actuellement en situation de sous-emploi. Cette réalisation aurait permis à plus de mille travailleurs d'avoir du travail, de meilleurs salaires, de continuer à habiter leur logement (bon au mauvais), de demeurer sur leur terroir, avec leur famille, leur parenté, de conserver leurs habitudes, leurs traditions, leur église, ou leur cellule, leur cinéma, leur cimetière, leurs fontaines et leurs places en un mot, tout ce qui fait le cadre de leur vie. Or, à la suite d'accords de production avec une autre grande firme, le projet initial a été abandonné, la nouvelle usine sera implantée ailleurs. Donc, de deux choses l'une : ou une autre compagnie prend le relais et crée une usine équivalente à Lorient, où les mille travailleurs devront s'en aller chercher du travail ailleurs, sans doute dans la région parisienne, où aucune structure d'accueil n'aura été prévue pour eux. Ils devront chercher un logement introuvable quand on n'a pas d'argent, consacrer deux heures par jour aux transports, de leur domicile à leur travail, dans des conditions de moins en moins adaptées à cause des em-

bouteillages sur les routes et dans les rues, des files d'attente aux stations et souvent des compressions dans les voitures du métro. Ils devront s'adapter aux cadences de travail, aux habitudes de la capitale et à l'anonymat de chaque être humain dans la foule. Or, on sait que les « déracinés » sont plus souvent que les autres victimes des accidents du travail, des névroses et d'autres déséquilibres physiques, psychiques et affectifs.

Les responsables de la décision de non-implantation de l'usine à Lorient, ont-ils calculé ce que coûtera en définitive à ces travailleurs et au pays, leur transplantation ainsi que leur famille, ce qui exigera la création de nouveaux logements, de transports, d'écoles, d'hôpitaux. Ont-ils songé aux dépenses de soins engendrées par le seul fait de leur « déracinement » ?

Il est possible qu'une solution de rechange soit trouvée par les Lorientais, mais combien de centaines de milliers de provinciaux ont-ils déjà dû quitter leur région à cause du manque de travail ?

Par suite de calculs de rentabilité limités et à court terme, continuera-t-on à déplacer ainsi les travailleurs, au lieu d'amener les usines, chaque fois que cela est possible, là où ils vivent ? Et cela ne serait-il pas encore plus vrai pour les dizaines de milliers de travailleurs Africains, Algériens, Espagnols, Portugais, que nous rencontrons dans nos villes ?

L'urbanisation et l'habitation

Le phénomène d'urbanisation se fait déjà sentir dans de nombreuses régions. La mécanisation de l'agriculture et ses progrès technologiques conduiront à une diminution du nombre des travailleurs agricoles. On estime que dans vingt ans, les paysans seront deux fois moins nombreux, mais la production agricole aura doublé, 80 % de la population sera urbanisée. Dans le même temps, on devra construire autant d'usines qu'il en existe actuellement. Cette mutation considérable se fera-t-elle dans l'ordre ou l'anarchie ? Certains projets raisonnables seront-ils mis en échec par les « requins » de la spéculation foncière et immobilière ?

Le « Plan » a prévu la création de « métropole d'équilibre », pour faire contre-poids au grand Paris, qui comptera douze

millions d'habitants en 1985. Mais cette croissance de certaines grandes villes se fera-t-elle harmonieusement ? Sauvegardera-t-on l'équilibre de travail et de vie ? L'exemple de la région parisienne nous apporte beaucoup de craintes à ce sujet.

L'industrie lourde quitte certains arrondissements — ce qui n'est pas fâcheux notamment du fait de la pollution atmosphérique — mais entraîne avec elle nombre de petites industries sous-traitantes. C'est ainsi que d'ici une dizaine d'années, le populaire XIII^e aura changé complètement de physionomie, car, presque toute l'industrie l'aura quitté. Mais le prix des appartements neufs est tel, que la sélection par l'argent éliminera automatiquement la plupart des salariés modestes. Cette ségrégation socio-professionnelle ne man-

quera pas de retentir sur l'équilibre de vie des habitants. En même temps, se créent, autour de la capitale, de multiples grands ensembles et villes dortoirs, sans unité, sans âme, sans espaces verts et sans emploi. Par exemple, dans l'un des départements de la région parisienne, nouvellement créé à la suite de la réforme administrative du district de Paris, 11 % seulement de la population travaille dans l'industrie et le commerce du département.

Urbanisation désordonnée, déséquilibre logement-travail, accroissement de la durée des transports, dont les moyens n'augmentent suffisamment, ni en quantité, ni en qualité, agitation continue de foules anonymes et pressées, telles sont les caractéristiques de la vie parisienne.

Si le nombre annuel de logements construits chaque année augmente, il faut se rappeler qu'il n'a jamais atteint les 450 000 annuels pendant vingt ans, prévus par la commission de Consommation et de modernisation du Plan Monnet. De plus, les normes de surfaces ont été longtemps trop réduites, les conditions d'accès aux H.L.M. trop rigoureuses sur le plan de la composition familiale et de ce fait, trop d'appartements ont été rapidement surpeuplés. Des familles nombreuses sont obligées de se disloquer lorsqu'il n'y a plus assez de place pour loger tous les enfants, garçons et filles, devenus grands. Beaucoup ne peuvent — même si elles le désirent — prendre chez elles les grands parents retraités, devenus veuf ou veuve. Cela conduit à la ségrégation par tranches d'âge. Les jeunes travailleurs dans des foyers, les adultes et les petits dans des logements, les vieillards dans les maisons de retraite. Combien coûtent en argent, en problèmes psychologiques et affectifs, ces séparations ? Chacun sait pourtant que la diversification de la structure des âges d'une population donnée est un facteur d'équilibre.

Mais revenons au logement qui ne dispose bien souvent pas d'une isolation phonique suffisante rendant impossible l'intimité familiale, mais aussi la liberté, car, après 22 heures, le concert radio-phonique que j'écoute empêche mon voisin de dormir, ou bien je participe involontairement — images en moins — au spectacle télévisé écouté chez mon voisin de l'étage inférieur. Il faut avoir les

nerfs solides pour résister à toutes ces « agressions ».

Souvent, dans les ensembles de plusieurs centaines de logements, habités pourtant par des « prioritaires » — c'est-à-dire les ménages avec enfants — rien n'a été prévu pour les enfants. Ni un tas de sable pour les tout-petits, ni un terrain même réduit ou quelques locaux où les plus grands puissent s'ébattre et faire du bruit, ni une salle où les adolescents puissent s'initier à la musique, se rencontrer, éventuellement se divertir. Il est interdit aux enfants de courir et de s'amuser dans les allées ou dégagements. De l'école au logement, et de celui-ci à l'école, telle est leur vie. Est-il étonnant qu'ils aient des mines aussi pâles en fin d'année scolaire ? que les inadaptations s'accroissent ? ; que les bandes de blousons noirs se multiplient ?

Soulignons l'insuffisance notoire et générale d'espaces verts et de plantations d'arbres, autour de nos demeures. La France n'est tout de même pas l'Islande ou la Terre de Feu ! Que nos urbanistes et architectes aillent donc en Suisse, à Bâle tout particulièrement, et qu'il s'inspirent de ce qu'ils verront !

Quant aux dizaines de milliers d'étudiants qui peuplent nos villes universitaires, qu'a-t-il été prévu pour leur logement, leurs loisirs ? S'étonnera-t-on ensuite si leurs établissements de soins doivent être nombreux, qu'il soit nécessaire de créer pour eux, des « bureaux d'aide psychologique ».

Que coûte au pays — sans compter les souffrances physiques et morales des personnes — le résultat de ces imprévus, de cette incoordination administrative et de cette politique de profit réalisée sur le dos des candidats à un logement ?

Le logement, élément de base indispensable à la vie familiale est devenu un tel objet de luxe que la plupart de ceux qui en acquièrent un, doivent s'endetter dangereusement pendant vingt ans, ou mener une vie de sacrifice total pendant dix ans. D'autres qui s'installent dans des H.L.M. doivent les quitter parce que le loyer et les charges sont devenus trop onéreux, lorsque l'un des conjoints doit interrompre son travail. N'est-ce pas là un signe de non civilisation ?

Le travail

Il faut d'abord qu'il y en ait. Ensuite, qu'il ne soit pas trop éloigné du domicile, à moins que les communications ne soient rapides et confortables. Si certaines industries gagnent à être éloignées des agglomérations, il en est d'autres par contre, dont l'implantation urbaine n'est nullement néfaste.

Mais le travail lui-même est-il conçu comme facteur d'épanouissement de l'homme, ou uniquement sous l'angle de la production ? Dans la plupart des cas, seul le second aspect a été considéré. Aussi, avons-nous des usines où l'hygiène et la sécurité sont insuffisantes, et il s'en suit un accroissement du nombre des accidents du travail et des maladies professionnelles ; d'autres où les cadences, les « chaînes », l'attention ou la dextérité requises, sont autant de facteurs de déséquilibre, de névrose, de fatigue, de surmenage, d'affections physiques ou psycho-somatiques.

Pourquoi a-t-on volontairement mutilé en partie, le rôle de la médecine du travail,

en ne lui permettant pas, ou pas assez, d'intervenir dans la conception même et l'organisation du travail humain ? S'il n'est pas possible de rendre aux médecins du travail, leur totale liberté par rapport au patronat, il faudra créer des Instituts régionaux de médecine du travail, qui permettront aux médecins d'intervenir obligatoirement dans tout ce qui touche au travail industriel, les tâches préventives touchant directement les hommes étant assumées par les médecins généralistes.

Ce sont aussi les questions d'éducatives, de culture, de loisirs, qui influent sur l'équilibre de vie, donc sur la Santé, et qui devront être considérées.

Il est temps que l'on envisage la Prévention au niveau global, à défaut de quoi nos pays engloutiront des sommes de plus en plus considérables dans les soins aux malades, et en prestations de survivance aux handicapés. Ne vaudrait-il pas mieux, sur tous les plans, humain, social et financier, organiser la cité et la vie sociale en vue du meilleur niveau de Santé ?

Przeczytaj i podaj innym !

Do wszystkich pracowników polskich i polskiego pochodzenia

I STATNI nadzwyczajny Kongres Konfederacji Syndykatów C.F.T.C. odbył się w dniach 6 i 7 listopada 1964 r. w Paryskim Palacu Sportowym zmienił nazwę Konfederacji na C.F.D.T.-C.F.T.C.

Wszyscy spozszczegli iz obecnie we wszystkich przejawach zycia syndykalnego-na szczeblach narodowych-regionalnych-i prawie wszystkich zawodow-w radio-w telewizji-w prasie- mowi sie tylko o C.F.D.T./C.F.T.C./

W tej jednomyslnosci i ogolnego uznania, wyjatek stanowi zasluzona Federacja gornikow C.F.T.C.

Po nadzwyczajnym Kongresie Konfederacji zarysowaly sie w tej Federacji dwie tendencje-dwa kierunki.jeden mowiacy iz « postanowil utrzymac nazwe C.F.T.C. i prowadzic akcje na zasadach moralnosci chrzescijanskiej i spolecnych encyklik Kosciola »- drugi stwierdzajacy prawie to samo : « kontynuujemy C.F.T.C. w ramach Konfederacji C.F.D.T. i prowadzimy dalsza akcje na tych samych zasadach co przedtem ».

Poniewaz w prasie polskiej ukazaly si komunikaty pierwszej tradycyjnej, dobrze bedzie by pracownicy polscy lub polskiego pochodzenia-zapoznali sie z przyczynami-powodami ktore sklonily innych znanych i zasluzonych Syndykalistow i dzialaczy do kontynuowania swej dotychczasowej dzialalnosci w ramach Konfederacji C.F.D.T. (C.F.T.C.)

1° Jezeli : C.F.T.C. odwotuje sig w swej akcji do zasad socialnej moralnosci chrzescijanskiej, to obecnie C.F.D.T. (C.F.T.C.) « **Otwarta jest dla wszystkich pracowników ze wzajemnym respektem dla ich przekonan osobistych - filozoficznych - moralnych lub religijnych. Pozostaje wierna syndykalizmowi ideowemu opartym na roznych formach humanistycznych, w tym humanizm chrzescijanski** ».

Jest wiege nieprawdg oswiadczenie mowiagce iz w nowych statutach nie ma wigcej odwotywan sieg do zasad chrzescijanskich.

Inny dowod ze C.F.T.C. Kontynuuje sieg w C.F.D.T. jest fakt ze Konfederacja syndykatow C.F.D.T. (C.F.T.C.) w dalszym ciggu nalezy do C.I.S.C. — Migdzy narodowaj Konfederacji syndykatow chrzescijanskich.

Zrestg trzeba obiektywnie przyznac iz ewolucja ta idzie catkowicie w parza z prgdem Soboru Powszechnego w ktorym Kosciot Katolicki wychodzi z otwartymi rgkami do innych wyznaw chrzescijanskich, a nawet, poraz pierwszy, otwarto sekretariat dla kantaktow z religiami niechrzescijanskimi. Zapewne nie jest to przypadkiem iz dyskusje o zmianie pierwszego paragrafu w C.F.T.C. zaczgto sieg z lata temu prawie razem z rozpoczciem Soboru watykańskiego II. Dzialacze akcji katolickiej to zrozumig.

2° Przypominajge iz nadzwyczajny kongres Konfederacji 14.198 mandatami (70,11 %) przeciw 6.051 (29,89 %) zatwierdzit tg zmian statutu, trzeba dodac ze z tych 29,89 % mandatow walczgcych do ostatka o zachowanie pierwotnych statutow, 22 %, w imig zasad demokratycznych, poddalo sig woli wigkszosci by ochronic jednosc ruchu robotniczego.

Tak wigc 92 % pracowników pozostalo ramig przy ramieniu w C.F.D.T. (C.F.T.C.) a tylko 8 % (w czym kierownicy federacji gornikow) nie poddalo sieg woli ogotu.

Uznajgc wielkie zastugi kierownikom federacji gornikow i zachowujgc dla nich swg przyjazn, prawdziwi demokraci zatujg iz nie udato sig im omigc rozbiecia wsrod pracownikow, mimo spotkan zebran - dyskossji... A wielka szkoda bowiem wiele byto wyjgc kompromisowych.

Odwotywanie sig do rezlucji narodowego kongresu gornikow odbytego w Douai we wrzesniu 1964 v a gtoszcgc ze « C.F.T.C. pozostanie » nie tłumaczy w zadn sposob zerwania federacji gornikow C.F.T.C. z konfederacj C.F.D.T. (C.F.T.C.) gdyz narodowy kongres Gornikow nie upowaznit nikogo do sprowokowania rozlamu wsrod klasy robotniczej.

A kazde dziecko wie, ze wjednosci sita. Wiemy ze kopalnie wegla sa : u schytku - ze gornicy przestali byc czotow syndykatow — ze zostali przescignieni przez metalowcow. Czy nie sadzicie ze gornicy sami - bez swych kolegow z poczt - kolejnictwa - z elektrowni - z administracji - wiele zrobic nie bedg mogli ? Czy sie nie nalezato porostanie razem z nimi, w wielkiej i poteznej C.F.D.T. ?

Jak wyglgdaloby polskie zycie spoleczne we Francji (i wogole zycie kazdej spolecznosci) gdyby za kardg rarg gdy osoby : nie zgadzajgc sig z wolg ogotu, wzorzyty swoje towarzystwo - swoje zwigrek - swojgc Federacje ? jest to nie do pomyslenia.

3° Jak przedstawia sigsprawa z pracownikami szyndykowanymi - z tymi ktorzy placg skladki ? Wie rzucajgc proznych frazesow jak « wszyscy sg godni » - « nikt nie jest przeciwny », podamy fakty.

W federacjach Auchel i Bruay (P.-de-C.) gdzie od poczatkto catej spawy odpowiedzialni regularnie informowali swych cztonkow o toku dyskusji - o ewolucji sprawy - pracownicy byli zgodni by bronie do ostatka pozostanie przy starych statutach C.F.T.C.

Po nadzwyczajnym kongresie Konfederacji, po zaniv obiektywnego sprawowania, odpowiedzialni urzgdzili demokratyczne referendum na ktory odpowiadzial osobiscie i na pismie kazdy pracownik zsyndykowany.

Ostateczne wyniki nie sie jeszcze znane ale okazuje sig iz olbrzymi procent pracowników wypowiada sie za C.F.D.T. (C.F.T.C.).

4° O innych zmianach organizacyjnych - o uproszczeniu struktury administracyjnej - o wigkszej demokratyzacji w C.F.D.T. (C.F.T.C.) w gornictwie, napiszemy nastgna razg.

Z tych wszystkich powodow wielu syndykalistow wiele polskich dzialaczy spolecznych - wielu pracownikow polskich lub polskiego pochodzenia - zadecydowato isc za gtosem rozsgdku za wolg wigkszosci i kontynuujg swg dzialalnosc C.F.T.C. w ramach C.F.D.T. gdyz wymagato to od nich dobro ruchu robotniczego - zasady demokratyczne i ich sumienie.

PAPALSKI Edward.

Marles-les-Mines (P.-de-C.) w styczniu 1965 r.

ARDOISIÈRES DE BEL-AIR

LES responsables de la section loisirs du Syndicat de Bel-Air avaient fixé au 27 décembre leur arbre de Noël.

10 années déjà que se tenait le premier arbre de Noël et c'est toujours le même succès qui a récompensé les organisateurs.

C'est encore avec davantage de soins que les années précédentes qu'ils avaient préparé celui de dimanche dernier.

Pourtant, cette journée s'annonçait mal, à la surprise générale, une épaisse couche de neige recouvrait la terre et le succès de la manifestation était compromis car les routes étaient très dangereuses.

Et malgré le froid, la neige, les routes glissantes, plus de 200 enfants étaient au rendez-vous, certains ayant effectué 8 km à pied.

Tous furent récompensés de leurs efforts, les organisateurs qui, comme les années précédentes, n'avaient rien négligé pour assurer le succès de cette journée, et tous ceux qui se sont déplacés. Les jeux étaient bien menés par Victor. Les ballets de Marie-Thérèse furent un succès et les jeunes se sont chargés de créer l'ambiance.

L'arrivée du père Noël fut bien entendue le temps fort de cet après-midi et quand la hotte fut vidée il restait à se donner rendez-vous à l'année prochaine.

En résumé, plein succès de cette journée familiale bien dans l'esprit de notre organisation.

Les nouveaux statuts adoptés lors du congrès extraordinaire, ne précisent-ils pas encore davantage la place que notre organisation entend donner à la famille puisqu'elle précise qu'« au sein des divers groupes et des communautés naturelles elle doit avoir la première place ».

Les mineurs C.F.D.T. restent affiliés à la Caisse de Résistance

Cette garantie est importante et des camarades mal renseignés pourraient se laisser aller à accepter la scission s'ils pensaient perdus les droits à leur Caisse de Résistance.

Celle-ci a fait ses preuves en effet à plusieurs occasions et notamment lors de notre grande grève des mineurs de mars 1963.

Les mineurs adhérents à la C.F.D.T. doivent savoir que la Caisse de Résistance, gérée par notre camarade Glorieux, de l'Union départementale du Nord, reste à la C.F.D.T. (C.F.T.C.).

Par conséquent nous sommes les seuls à avoir qualité pour rester adhérents à la Caisse de Résistance, qui, en cas de grève, continuera à payer les prestations suivant les règles habituelles.

Les adhérents doivent donc se mettre à jour de leurs cotisations pour ne pas perdre le bénéfice des indemnités de grève.

Réponse à M. Pierre BERCOT

président-directeur général de Citroën

"LE PROFIT, C'EST L'HOMME..."

La conférence du président-directeur général de la Société Citroën sur « le profit » a fait, voici quelques semaines, beaucoup de bruit et amené nombre de réactions.

Plusieurs militants, travaillant les problèmes de l'entreprise à travers les activités du service confédéral des Comités d'entreprise, ont estimé que la C.F.D.T. se devait de réagir devant les théories développées à cette occasion, d'où la rédaction du papier ci-dessous qui comporte d'intéressantes mises au point.

M. PIERRE BERCOT, président-directeur général de Citroën, a récemment prononcé devant l'Académie des sciences morales et politiques une conférence sur « le profit, moyen essentiel de l'éthique des sociétés humaines libres ».

M. Bercot n'est jamais souriant sur ses photos. L'homme a l'air tendu, il a une figure crispée. Sa causerie lui ressemble. Elle est agressive, hargneuse. Nous ne le suivons pas sur ce terrain. Essayons de résumer ses thèses pour les réfuter, calmement, sans nous arrêter à un langage qui ne mérite même pas l'indignation, mais qui révèle cependant la vraie nature d'un homme qui méprise visiblement tous ceux qui sont « sous ses ordres ».

« Le profit appartient à l'entrepreneur, et à lui seul, qui dirige l'entreprise laquelle exige initiative, effort constant, risque indéfiniment pris. C'est ce qui reste, après l'autofinancement, et qui constitue la rémunération de l'entrepreneur. Le profit est contenu dans le prix payé par le consommateur qui peut exercer librement son choix, entre des produits concurrents. Les salariés n'ont aucun droit sur le profit, puisque le salaire est payé quels que soient les risques courus par l'entreprise. Il est payé qu'il y ait profit ou perte. Le profit suggère à l'entrepreneur la décision conforme aux besoins, aux désirs de tous... »

Nous négligeons dans ce résumé l'étonnante phraséologie « idéologique » de M. Bercot, qui mériterait de retenir l'attention d'un psychanalyste... En voici quelques échantillons :

« La loi du profit renferme l'élément mâle de vigueur qui seul convient à l'existence nécessaire d'une responsabilité... A travers le mécanisme de la concurrence, le profit résulte de la loi naturelle de commandement et de supériorité... Le profit est un des ressorts naturels de l'homme... Dans le fond l'échange sans profit n'est pas du domaine humain... Le profit est la seule règle qui ne trahisse jamais, qui n'admette aucune compromission, la seule qui conduise à la minute de vérité... »

QUAND LES HORAIRES DIMINUENT QUI PREND LES RISQUES ?

Essayons de rester dans le domaine des faits, et non dans la philosophie fumeuse de M. Bercot dont le langage a parfois des accents qui rappellent ceux de tous les doctrinaires qui veulent absolument plier toute la vie sociale à leurs idées. Certains sont restés tristement célèbres dans l'histoire.

Le profit, rémunération de l'entrepreneur ? Pour le petit commerçant ou l'artisan qui confond son tiroir-caisse et son portefeuille, peut-être..., mais dans les Sociétés anonymes ? M. Bercot est lui-même président-directeur général de Citroën. Et nous savons bien que les directeurs généraux sont des salariés, ce qui explique d'ailleurs les écarts considérables qui existent entre les rémunérations. Ce salaire n'a rien à voir avec les variations éventuelles du profit. Et quand les horaires diminuent, les salaires mensuels des dirigeants ne varient pas. Qui prend les risques alors ? D'ailleurs, qu'est-ce que le profit dont parle M. Bercot ? Le bénéfice net ? Dans les Sociétés anonymes, nous savons bien que ce bénéfice n'a guère de rapport avec la marge brute, qui seule a une signification économique réelle. En France, par exemple, l'autofinancement qui reste dans l'entreprise, représente souvent trois ou quatre fois le bénéfice distribué aux actionnaires. D'ailleurs les bénéfices distribués vont aux « propriétaires » des entreprises, c'est-à-dire aux actionnaires. Mais dans les Sociétés anonymes, ces « propriétaires » ne dirigent nullement les entreprises. Par le jeu des pouvoirs en blanc, le conseil d'administration utilise les mandats des actionnaires pour gérer l'entreprise à sa guise. Le plus souvent d'ailleurs, le conseil délègue ses pouvoirs à un directeur qui est payé, même si la Société ne verse pas un sou à ses actionnaires, ce qui arrive fréquemment : en 1963, sur 983 Sociétés françaises cotées en bourse (c'est-à-dire pratiquement les plus grosses Sociétés françaises), 152 n'ont pas payé de dividende (1), cela ne veut pas dire évidemment que ces entreprises sont en perte... Cela veut dire que le véritable bénéfice n'est pas le bénéfice net... Et que les vrais « patrons » des grandes entreprises françaises sont maintenant des salariés, qui font courir les risques aux autres... ouvriers, qui vivent de l'entreprise, ou actionnaires qui spéculent, parfois à tort, sur la prospérité apparente de l'entreprise.

Le profit, résultat de la libre concurrence ? M. Bercot doit pourtant connaître les positions de monopole qui existent par exemple dans le secteur de l'équipement automobile ? Combien y a-t-il de fabricants d'esuie-glaces en France, et quelle part du marché représente le plus important d'entre eux ? Qui fabrique les

radiateurs qui équipent 90 % des automobiles françaises. Libre concurrence dans l'aluminium ; la sidérurgie, l'industrie du tube ? Nous conseillons vivement à M. Bercot la lecture des rapports de la très officielle Commission des Ententes, que l'on peut se procurer au « Journal Officiel ».

★

LA LIBERTÉ D'INITIATIVE ET LES VRAIS CENTRES DE DÉCISION

« L'entreprise exige initiative ?... » Parmi les prérogatives de l'entrepreneur, M. Bercot place le droit de conclure librement des contrats pour se procurer les matières premières. Que se passerait-il si M. Bercot décidait que Citroën doit mettre en compétition Michelin et Dunlop pour la fourniture des pneumatiques ? Il est probable que M. Bercot se verrait signifier son congé par Michelin, qui contrôle Citroën à 56 % et qui entend bien garder le débouché Citroën pour ses pneumatiques. Et ceci n'est pas une exception. Nombreuses sont les grandes entreprises qui dominent des filiales qui ne sont nullement des « entreprises libres ». Ne parlons pas des sous-traitants qui dépendent souvent étroitement de leurs grands clients qui mesurent chichement leurs marges... Dans ces entreprises asservies, le centre de décision est ailleurs, parfois hors de nos frontières.

« Les salariés n'ont aucun droit sur le profit ? » Citroën ne publie pas son compte d'exploitation. Et pourtant, il y a une rigoureuse logique dans un compte d'exploitation : si les salaires augmentent, les profits-autofinancements d'abord, bénéfice net ensuite diminuent.

On ne trouve pas dans le rapport annuel de Citroën l'hommage classique au dévouement de tout le personnel. Le patron de droit divin qui prend toutes les initiatives considère les salariés comme des machines. On ne remercie pas les machines...

« Le profit suggère à l'entrepreneur la décision conforme aux besoins, aux désirs de tous... » Depuis quelques années, l'industrie française des panneaux de particules connaît un essor remarquable. Chaque année, on construit des usines nouvelles. La demande a été très forte pour ce produit nouveau qui rencontre de nombreux usages (cloisons, ameublement, etc.). La plupart de ces usines ont été construites sans appel à des capitaux extérieurs, par autofinancement, c'est-à-dire par prélèvement sur les profits. Le malheur, c'est que maintenant la capacité globale de production excède largement la demande, et qu'il est possible que certaines usines, pourtant récentes, soient contraintes de fermer leurs portes... considérer

que le profit est le seul régulateur capable de réaliser l'équilibre entre l'offre et la demande risque de conduire au gaspillage des investissements... Nous souhaitons que la prochaine démonstration ne soit pas fournie par l'industrie automobile.

En définitive, nous pouvons au moins accorder à M. Bercot le bénéfice de la franchise. Il a dit tout haut ce qu'un certain nombre de patrons doivent penser tout bas. Et nous ne sommes pas certains que le subconscient de ceux qui ne partagent pas les idées de M. Bercot ne soit pas, malgré tout, imprégné de ses théories.

Nous ne sommes pas, nous, des doctrinaires. Au centre de nos préoccupations, nous plaçons l'homme à qui nous voulons faire découvrir sa place privilégiée et la réalité économique qui pèse sur lui. Nous n'avons pas réponse à tout. Nous cherchons. A Bierville, et ailleurs, nous apprenons aux travailleurs à poser des questions sur l'autofinancement, les investissements, les liens de l'entreprise avec l'extérieur... Nous ne disposons pas d'une chaire à l'Académie des Sciences Morales et Politiques pour faire valoir nos thèmes, mais dans les entreprises les délégués aux C.E. posent des questions de plus en plus précises... Le capitalisme français a mauvaise conscience. Il dissimule les faits et cherche à camoufler ses profits.

★

CE SONT LES UNS QUI TRAVAILLENT ET LES AUTRES QUI ACCUMULENT...

Dans un ouvrage célèbre, Auguste Detoeuf qui fut un des grands managers de l'industrie française, disait : « Les économistes ont raison : le capital est du travail accumulé, seulement comme on ne peut pas tout faire, ce sont les uns qui travaillent et les autres qui accumulent... »

Seulement, cela ne durera pas toujours car, plus que jamais, les syndicalistes ouvriers et les travailleurs qu'ils représentent sont conscients de l'apport primordial que le travail constitue pour l'économie.

Mais, au fait, les théories de M. Bercot sont bien représentatives d'un état d'esprit. Cela nous confirmerait, s'il en était besoin, dans nos objectifs de mise en place d'une planification démocratique de l'économie, où le profit ne sera sûrement plus « le moyen essentiel de l'éthique des sociétés humaines libres »...

(1) Selon l'annuaire de la Chambre syndicale des Agents de change.